



Déclaration FSU

CTA du Lundi 9 novembre 2020

Monsieur le Recteur,

Il y a une semaine dans les écoles et établissements scolaires, nous rendions hommage à notre collègue Samuel Paty, assassiné pour avoir fait son métier. L'organisation de cette journée décidée après discussion avec les organisations syndicales a été brutalement remise en cause à la dernière minute par le Ministre sans aucune concertation. Nous dénonçons cette volte-face et l'indignité du ministre à ne pas tenir ses engagements après un tel drame qui a bouleversé tous les personnels. Le ministre n'a pas été à la hauteur mais les personnels de l'académie ont surmonté avec dignité et intelligence collective cet affront. Et pour preuve, nos élèves ont témoigné avec leurs professeurs et l'ensemble des équipes éducatives leur émotion et leur solidarité au moment de la minute de silence. M. le Recteur, en préservant dans de nombreux établissements coûte que coûte cet hommage à Samuel Paty, les personnels de l'académie quelle que soit leur mission ont montré une fois de plus leur attachement aux valeurs de l'École de la République.

D'ailleurs, les questions lourdes que posent cet assassinat ne sont pas réglées sur le fond ; les personnels ont besoin de protection et de formation afin de dépasser leurs angoisses et leurs peurs, afin de répondre à celles des élèves et des parents.

A la rentrée du 2 novembre, le nouveau protocole sanitaire que le président de la République nous annonçait « renforcé » s'est avéré être une illusion de protection !

Nous avons appris que chaque rectorat a nommé un.e référent.e « COVID » qui a pour mission de répondre aux problématiques des personnels de direction sous 24 heures, alors que le dialogue est resté souvent difficile avec ceux-ci dans nos établissements : il a parfois fallu multiplier les demandes d'audience afin de dialoguer ! Cette situation ne contribue pas à rassurer les personnels et les élèves qui s'interrogent sur l'efficacité de ce protocole.

Les mesures sont dérisoires et souvent inapplicables, alors que le confinement s'applique à tout le pays. Elles ne correspondent pas à la gravité de la situation et ne sont accompagnées d'aucun moyen supplémentaire. Rien en effet sur la diminution des effectifs dans les classes ! Des solutions peu réalistes sont encore évoquées comme le non-brassage par niveaux ou une salle par classe. Ce protocole ne répond ni à l'inquiétude, ni à la colère des personnels. Le gouvernement met en danger les personnels, les élèves et leurs familles.

Nos organisations le redisent : elles sont favorables au maintien de l'ouverture des écoles, collèges et lycées. Mais pour cela, il faut éviter qu'ils deviennent des foyers de contamination, ou que la situation sanitaire générale se dégrade davantage. Nous exigeons partout, des mesures réellement protectrices pour les personnels et les élèves. Cela inclut notamment le dédoublement des classes.

En lycée professionnel, beaucoup d'élèves n'ont pas de lieu de stage (PFMP) ou n'ont plus de lieu de stage, parce que les entreprises et les collectivités refusent de les accueillir dans ce contexte sanitaire : beaucoup d'élèves craignent que leur formation soit avortée, que leur diplôme ne soit pas reconnu sur le marché du travail, qu'ils n'aient pas le niveau pour poursuivre leur formation en BTS.

Tout comme nous, ils demandent à bénéficier de leur formation en présentiel dans des conditions sanitaires garantissant notre santé, à la condition que leurs classes soient dédoublées : certaines classes comptent plus de 35 élèves et personnels en comptant l'enseignant.e et les AESH .

Nous demandons au ministre de l'Education nationale de procéder au recrutement des personnels au plus vite, en ayant recours aux listes complémentaires des concours, et en réabondant les listes complémentaires afin de pourvoir notamment au remplacement des personnels vulnérables ou en congés maladie.

Nous demandons également que des personnels supplémentaires soient recrutés pour le nettoyage et la désinfection des locaux, afin de soulager la charge de travail qui pèse sur les agents, qui affrontent cette deuxième vague pandémique, afin de nous accueillir dans les meilleurs conditions possibles.

Les personnels sont à bout, il faut que le ministre l'entende et qu'enfin il prenne la mesure de leur exaspération et de leur fatigue. Nous appelons l'ensemble des personnels à faire valoir leurs droits et à exiger collectivement le respect de leur santé et de leur sécurité.

Face à ces situations un mouvement de grève intersyndical a été lancé pour le mardi 10 novembre.

Je vous remercie.